

APRÈS S'EN ÊTRE PRIS À OULD KABLIA

# Belkhadem s'attaque à Sellal

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem, a adressé, jeudi dernier, une correspondance d'une extrême virulence au Premier ministre, Abdelmalek Sellal, l'accusant personnellement de vouloir casser son parti. Cette correspondance, Belkhadem l'a envoyée au sortir d'une réunion extraordinaire du bureau politique du parti, avons-nous appris de bonne source.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Cette escalade intervient une semaine après une première correspondance que Belkhadem avait adressée, samedi 8 décembre dernier, à Bouteflika et à Sellal pour se plaindre de la circulaire que le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kablia avait envoyée le mercredi 5 décembre aux walis pour expliquer les modalités d'application de l'article 80 du code électoral qui régit l'élection des présidents d'APC. Le litige portait sur la détermination de la majorité requise pour qu'un candidat soit élu président de l'APC. Pour Ould Kablia, il s'agit bel et bien de la majorité absolue, à savoir la règle des 50 % plus une

voix. Ce à quoi s'oppose fermement le FLN qui insiste sur la seule majorité simple. Un cas de figure qui arrange, bien entendu, les affaires de l'ex-parti unique, arrivé premier dans la majorité des assemblées à l'issue de l'élection du 29 novembre. «Il y a eu une grande confusion au lendemain de l'élection du 29 novembre en raison de l'ignorance de l'écrasante majorité des acteurs, y compris au sein du gouvernement lui-même des nouvelles modalités de l'élection. Depuis la révision du code électoral en janvier 2012, ces modalités changent de manière significative. Désormais, il ne suffit plus d'arriver en tête à l'issue du suffrage universel mais encore faut-il



Abdelaziz Belkhadem.

fortifier sa position lors du vote entre élus, et à bulletins secrets, par l'acquisition d'une majorité absolue des voix de ces mêmes élus et, donc, des citoyens électeurs.» La circulaire du

ministre de l'Intérieur, qui interprétera l'esprit de l'article 80 tant décrié par Belkhadem, sera d'ailleurs appliquée à la lettre lors des élections des assemblées qui ont pris fin vendredi.

Et, comme prévu, elle aura été fatale à l'ex-parti unique. A peine 500 APC de gagnées contre 1 100 en 2007 et 23 à 25 APW contre 37 en 2007 toujours. Ce qui explique cette grosse colère de Abdelaziz Belkhadem, dont les correspondances du 8 décembre dernier n'ont fait réagir ni Bouteflika ni Sellal. Et c'est sur ce dernier qu'il déversera toute son ire. Outre de vouloir «casser le FLN, Belkhadem accuse Sellal carrément de «partialité» dans sa guerre ouverte avec Daho Ould Kablia et qui a repris de plus belle à l'occasion des dernières élections locales. Ce n'est pas tout, car le SG du FLN et ancien ministre d'Etat menace, dans sa missive au Premier ministre, de saisir le Conseil d'Etat et le tribunal administratif contre le gouvernement ! Un cas de figure pour le moins cocasse, s'il venait à advenir : le parti dont le président est le président de la République lui-même, qui intente un procès contre le gouvernement pour fraude !

K. A.

## DÉCLARATION D'EMPÊCHEMENT DE BOUTEFLIKA

# «Une urgence pour la cohésion nationale», plaide le RCD

**Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui a réuni son conseil national en session ordinaire vendredi, insiste, dans la résolution qui a sanctionné la réunion, sur la déclaration d'empêchement du chef de l'Etat, incapable, note la déclaration rendue publique, de gouverner.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Evoquée dans la déclaration liminaire du président du parti, Mohcine Belabbas, la destitution d'Abdelaziz Bouteflika pour incapacité à assumer ses charges et fonctions est considérée par le RCD comme une urgence pour la cohésion nationale. «L'échec du système politique qui a régi notre pays depuis un demi-siècle ne constitue pas un simple dysfonctionnement, il est celui du chef de l'Etat dont l'incompétence est manifeste et physiquement inapte aux charges qui incombent au premier magistrat du pays», relève le RCD, avant d'asse-ner : «Incapable de gouverner, sa déclaration d'empêchement devient une urgence pour la cohésion nationale.» En plaidant la destitution du chef de l'Etat, le RCD n'appelle pas à une interférence de l'armée, comme d'aucuns pourraient être amenés à le comprendre, mais sollicite la mise en œuvre d'un mécanisme constitutionnel. Il y va de la sauvegarde de la cohésion nationale

laquelle suppose, estime le RCD, d'autres impératifs. Entre autres, la dissolution de la police politique et la restitution du sigle FLN à la mémoire collective. «Cette même cohésion appelle impérativement la dissolution de la police politique dont l'hégémonie sur la vie publique et le contrôle de l'ensemble des institutions nationales sont les causes structurelles du désastre national. C'est la condition vitale d'une libération de la vie politique, de la société civile et de la population pour permettre l'émergence de notre pays au rang des nations qui comptent et encourager la lutte contre la prédation qui gangrène toute l'activité économique. Cette libération exige corrélativement la restitution du sigle FLN, patrimoine de tous les Algériens, à la mémoire collective.» En se rendant à ce plaidoyer qu'aucun parti politique n'a osé jusque-là, le RCD, comme à son habitude, pose les termes d'un débat national fort déterminant. Il rend aussi, du coup, inaudibles les voix, nombreuses, qui semblent avoir vainement tenté de vendre la pérennité du règne de Bouteflika. La question est en effet là, évidente : le chef de l'Etat est-il en mesure de gouverner le reste de son troisième mandat ? Pour le RCD, la réponse est non. Cela étant, le RCD, dont le conseil national s'est penché sur l'évaluation de la participation aux dernières élections locales, s'est félicité de ce que la probité morale, les compétences et la détermination de ses candidats aient pu triompher dans bien des cas, en dépit des multiples entraves.

«Ainsi, malgré de multiples entraves et pressions rencontrées lors de l'élaboration des listes, un fichier électoral opaque manipulé pour la fraude, le vote des corps constitués au profit des clientèles du pouvoir, l'argent sale qui a pollué le champ politique et outrageusement irrigué la campagne précédente en violation des lois en vigueur et de l'éthique, notre Rassemblement s'est distingué par la probité morale de ses candidats, leurs compétences et leur détermination qui ont fini par triompher dans bien des cas», note la résolution du parti, ajoutant que «le DRS qui avait juré notre disparition organique n'a plus la même maîtrise sur le cours politique. Ses supplétifs, notamment en Kabylie, ont été contraints d'agir à visage découvert en concoctant des marchandages et des alliances perfides, où la compromission le dispute à l'indécence». Au plan organique, le RCD a procédé à quelques réaménagements au sein de son secrétariat national. Le secrétariat national a été renforcé par la nomination de MM. Tensaout Ahcène, Arab-Saïd Achour et Akkache Yahia, respectivement chargé à l'organique, chargé aux adhésions et chargé à l'animation et au développement des bureaux régionaux. M. Atmane Mazouz est désigné comme secrétaire national à la communication, M. Hakim Saheb, chargé à la réforme de l'Etat, M. Rabah Boucetta au mouvement associatif et M. Djamel Benyoub aux affaires juridiques.

S. A. I.

## TAHAR BENBAIBECHE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FADJR EL DJADID :

# «Il n'est plus utile de dénoncer la fraude»

**Aveu lourd de sens que celui qu'a fait le secrétaire général du parti Fadjr El Djadid. Tahar Benbaïbèche soutient qu'il n'est plus utile, plus opportun de dénoncer la fraude tant, explique-t-il, «cela a perdu tout son sens».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Et l'ancien patron du RND, avant qu'il n'en soit éjecté ne manque pas d'arguments pour appuyer son avis qui est loin de constituer un simple état d'âme, lui qui ira loin dans son constat quant à la pollution avancée de la scène politique nationale. Benbaïbèche exprime sa crainte que d'ici peu de temps, la chkara, qui gangrène les us politiques, «ne s'adjuge tous les postes électifs et à travers des élections libres et honnêtes». Il en veut pour preuve «parlante» ces

alliances contre-nature défiant toute logique politique, tissées à l'occasion de l'installation des assemblées locales issues des élections du 29 novembre dernier. Un véritable «marché» où les voix des nouveaux élus locaux se monnaient à des montants donnant le vertige. Ce qui, a martelé hier le patron de Fadjr El Djadid, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a présenté le bilan de son parti au double scrutin local d'il y a un peu plus de quinze jours, déteint sur le militantisme, notion en voie de disparition par la faute de «l'interconnexion de l'argent sale avec le milieu politique». Phénomène encouragé, explique-t-il encore, par un code électoral qui fait que la volonté populaire est le plus souvent contrariée par justement ces cas d'adultère politique commis à coups de sommes sonnantes et trébuchantes.

Et à Benbaïbèche de citer en exemple le cas de la commune de Staouéli, à Alger, où son parti s'est adjugé une majorité relative de sept sièges mais a perdu la présidence par la grâce d'une alliance tout ce qu'il y a de patchwork. Le cas est à multiplier à souhait à travers la majorité des communes du pays.

Fadjr El Djadid, dont la participation à ces joutes locales relève d'une stratégie en vue de consacrer par les urnes le changement tant souhaité par le peuple, se dit relativement satisfait de sa moisson. Une escarcelle de plus de 630 élus locaux dont 27 maires et de nombreux maires-adjoints. Ce qui fait dire à Benbaïbèche que le parti est, contrairement à son classement somme toute relatif au 10<sup>e</sup> rang, par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, est sur la bonne voie et fera

parler de lui dans les toutes prochaines années. Lui pour qui Fadjr el Djadid fait partie du lot des principaux partis du pays et qui s'attellera le long de l'année prochaine à un très vaste chantier de structuration.

Aussi, Benbaïbèche ne manque-t-il pas de commenter la visite, cette fin de semaine, dans le pays, du président français, exprimant à l'occasion son opposition ferme à la réhabilitation des harkis et autres pieds-noirs dont, dira-t-il, les velléités de récupération de leurs biens ne sont plus un secret pour personne. «C'est un acte de haute trahison aux martyrs et au peuple algériens», lancera-t-il, exprimant aussi ses réserves quant à une priorisation des entreprises françaises, plaidant dans ce sens pour une application stricte du code des marchés publics.

M. K.

## HAMLAOUI AKKOUCHI, SG D'EL ISLAH : «Passé l'orage du printemps arabe, le pouvoir est aussitôt revenu sur ses promesses»

Le secrétaire général d'El Islah, Hamlaoui Akkouchi, a animé une conférence de presse, hier, au siège national du parti à Alger. Il y a maugréé contre les «réformes politiques de Bouteflika», source de tous les maux et cause principale de la débâcle qui a marqué le deuxième tour des élections dans les communes. Il a annoncé, en outre, la tenue en mars prochain, du congrès national du parti. «Les réformes ont été vidées de leur contenu. Et l'illustration parfaite est le résultat des toutes dernières élections dont les partis majoritaires n'ont pu décrocher la présidence des APC. Les électeurs, grâce à ce fameux article 80, se sont retrouvés face à des P/APC qui n'ont pas d'élus, d'où les troubles survenus dans plusieurs communes. Ironie de l'histoire, ce sont les partis qui ont voté cette loi électorale qui en ont pâti le plus», a-t-il déclaré. Sauf que les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces élections montrent bien que le pouvoir n'a aucune volonté de laisser le peuple s'exprimer librement. «Passé l'orage du printemps arabe, le pouvoir est aussitôt revenu sur ses promesses», a-t-il conclu. Il a ainsi appelé à revoir les lois encadrant les réformes engagées par le président avant d'annoncer les préparatifs pour la tenue du congrès ordinaire du parti. «Nous n'avons pas encore fixé de date, mais ça sera à la fin de février ou au début de mars prochain. Le mois de janvier sera consacré aux assemblées locales qui vont désigner leurs délégués», a-t-il dit. M. Akkouchi a enfin exprimé la position de son parti par rapport à la visite du président français, prévue les 19 et 20 décembre en cours, réitérant son engagement avec les 14 formations politiques ayant décidé de la boycotter. Il est prévu dans le programme de la visite un discours qui sera prononcé par M. Hollande devant les deux chambres du Parlement. Les députés de ces formations comptent ne pas s'y rendre, tout comme au dîner organisé en son honneur auquel les leaders politiques, sont conviés.

L. H.